

*Questions orales***LES REVENDICATIONS TERRITORIALES**

M. Robert E. Skelly (Comox—Alberni): Monsieur le Président, le gouvernement de Colombie-Britannique vient d'annoncer qu'il est prêt à négocier et à régler la question des revendications territoriales dans cette province. C'est une première. La semaine dernière, le ministre des Affaires indiennes semblait avoir mis un frein aux négociations en déclarant que tant qu'un accord de partage des coûts n'était pas en place avec cette province, il n'y aurait pas de négociations concernant ces revendications territoriales.

Étant donné la réponse extrêmement positive qu'a donnée hier le ministre de Colombie-Britannique au groupe de travail des premières nations de cette province, le ministre est-il prêt à laisser tomber cette condition préalable de façon à permettre un règlement aussi rapide que possible des revendications territoriales des autochtones de Colombie-Britannique?

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, je remercie le député de sa question. Je veux me joindre à tous les députés de cette Chambre pour féliciter le gouvernement de Colombie-Britannique d'avoir enfin reconnu l'injustice faite aux autochtones de cette province qui, depuis 120 ans, sont privés de leurs droits à leurs terres; le gouvernement de Colombie-Britannique a maintenant convenu avec nous d'établir une commission chargée de négocier un traité avec les chefs des premières nations de Colombie-Britannique et de régler cette question de façon honorable.

Je pense qu'il est évident que les habitants de Colombie-Britannique tireront un plus grand profit du règlement de ces questions que les autres Canadiens; cette province devra être prête à partager les responsabilités avec le fédéral et à jouer le rôle qui lui revient lorsqu'elle s'assoira à la table des négociations.

M. Robert E. Skelly (Comox—Alberni): Monsieur le Président, je remercie le ministre pour sa réponse, mais je crois qu'il sait que la négociation d'une entente de partage des coûts avec la Colombie-Britannique pourrait nécessiter beaucoup de temps et connaître bien des complications en raison des renvois aux tribunaux. Cela pourrait être très long. Comme l'a dit le ministre, cela dure depuis maintenant 123 ans.

Le ministre serait-il prêt à commencer les négociations des revendications territoriales immédiatement si la province acceptait une entente cadre pour discuter du partage des coûts avant les négociations?

M. le Président: Je souligne que cette question pourrait être irrecevable, mais le ministre peut y répondre s'il le désire.

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Je répondrai, monsieur le Président. Maintenant que le gouvernement de la Colombie-Britannique a fait connaître sa position et que le ministre s'est dit prêt à discuter de la question, j'attends impatiemment les rencontres de la semaine prochaine. Je sais que le gouvernement de la Colombie-Britannique collaborera en reconnaissant ses responsabilités.

* * *

LA FISCALITÉ

M. Al Johnson (Calgary—Nord): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

En juin dernier, le ministre a fait état à la Chambre de sa volonté d'envisager des moyens de rendre le régime fiscal plus juste et plus équitable, surtout pour les familles canadiennes. Depuis cette déclaration, la famille Schachtschneider a été déboutée par les tribunaux et de nombreuses autres familles canadiennes sont consternées par un régime fiscal qui les traite différemment des autres.

Le ministre peut-il nous dire quand il prendra des mesures pour que toutes les familles soient égales devant le régime fiscal?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, j'apprécie l'excellent travail que le député et d'autres députés, surtout des députés conservateurs, abattent dans ce dossier très important.

Le député peut avoir l'assurance que les recommandations qui ont été faites sont prises au sérieux. Nous sommes en train de les étudier. Je suis convaincu que nous pouvons tirer des conclusions positives des recommandations.

Je ne peux qu'adresser mes félicitations à ceux qui font tout ce travail et j'ajoute que nous espérons réussir ensemble à améliorer la situation.

* * *

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Garth Turner (Halton—Peel): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Revenu national.